

La FNEC FP-FO a été reçue en audience bilatérale, en visio, par E. Geffray directeur de la DGSCO et I. Bourhis, conseillère sociale du ministre, le mardi 20 avril. Le même jour, elle a été invitée à participer à un groupe de travail sur le « numérique », c'est-à-dire la mise en place de l'enseignement à distance. Vous trouverez ci-dessous des éléments de compte-rendu.

Le mercredi 21 avril se tient un « conseil de défense ».

Le jeudi 22 avril, la FNEC FP-FO sera à nouveau reçue en multilatérale.

Les annonces définitives du ministère devraient avoir lieu jeudi après cette multilatérale.

Une fois de plus, le ministère précisera ses arbitrages au dernier moment.

Manifestement, le ministère ne nous a pas invités pour répondre à nos questions, mais pour faire passer un message : il faut que les OS fassent la promotion de sa campagne de vaccination en direction des personnels.

Nous nous adresserons demain aux autres fédérations de l'Éducation nationale ainsi qu'à la FCPE pour leur proposer l'action commune sur les revendications urgentes.

Intervention et questions de la FNEC FP-FO :

Annonces : Quel délai envisagez-vous pour les annonces et pour permettre aux personnels de s'organiser ? Pour rappel, le vendredi 2 avril, nous avons envoyé un courrier au ministre lui indiquant qu'à 16h, les personnels enseignants étaient encore dans l'attente des informations essentielles pour savoir comment organiser la semaine suivante.

Recrutement : Monsieur le Ministre se vante d'avoir rendu au budget des centaines de millions d'euros qui pourtant auraient bien utiles pour faire face aux problèmes de remplacement, ouvrir des milliers de classes et recruter des milliers d'enseignants par le biais des listes complémentaires.

Nous demandons l'annulation de toutes les suppressions de postes et de classes dans les écoles, collèges et lycées prévues à la rentrée ; la création immédiate des postes et classes nécessaires, le recrutement de tous les fonctionnaires nécessaires. Comment faire sinon avec les problèmes de remplacement (+ 450 classes non remplacées par jour dans le 94, des centaines dans le 93, le 95, plus de 100 dans le 01, le 31...) ?

Inacceptable que les décharges statutaires REP+, direction, CAPPEI... soient annulées. Inacceptable que les enseignants remplaçants soient amenés à effectuer des remplacements à la demi-journée dans une logique de saupoudrage.

Par contre, le dispositif de formation en « constellation », rejeté par les personnels, est maintenu ! Nous demandons l'arrêt immédiat de ce dispositif.

De même, nous demandons l'arrêt du SNU qui va réduire le temps d'enseignement pour 25 000 élèves cette année et mobiliser des personnels.

Nous demandons la stagiairisation et la titularisation des contractuels, en particulier des contractuels « Covid ».

AESH : nous demandons un vrai statut et un vrai salaire aux AESH. Comment pallier aux absences ? Il y a nécessité à créer un contingent d'AESH remplaçants. Nous demandons également l'abandon des PIAL.

« Protocole » : Quelles modalités d'accueil des élèves envisagez-vous ? Quelles mesures d'urgence seront mises en place en cas de Covid ? Nous avons constaté une modification du protocole concernant les conditions pour une fermeture de classe.

Les enseignants du premier degré seront amenés à reprendre la classe alors que leurs enfants scolarisés en collège seront à la maison. Comment faire ?

Concernant l'accueil des enfants de « professions prioritaires », nous vous demandons de rappeler que cet accueil ne peut se faire que sur la base du volontariat (pas de pression sur AED, PEPS...).

Rémunération : Nous n'avons aucune information concernant la rémunération des personnels volontaires pour cet accueil : qui touchera ? Combien toucheront-ils ? Les frais de repas pour ceux qui ont exercé en dehors de leur école de rattachement seront-ils pris en compte ?

Lorsque les personnels sont placés en Autorisation Spéciale d'Absence, nous demandons que l'intégralité des primes (ex REP et REP+...) soient maintenues.

Les enseignants ont été félicités à multiples niveaux pour leur engagement, comme cela a été le cas pour les personnels hospitaliers. Cela se traduira-t-il par une augmentation de 183 € ? C'est notre demande.

Télétravail : La FNEC FP-FO rappelle également que la mise en place de la continuité pédagogique via le télétravail, appelé « école à distance », ou encore « classe virtuelle » ne peut se faire que sur la base du volontariat et dans le cadre de la liberté pédagogique.

Stagiaires : L'oral professionnel, effectué en visio, ne doit pas s'opposer à la titularisation des stagiaires qui ont fait de leur mieux dans des conditions de travail dégradées. Quelles consignes allez-vous donner ?

Tests : Allez-vous mettre en place une campagne de test digne de ce nom avec du personnel médical dédié qui prend en charge de A à Z et des résultats rapides et globaux ? Actuellement, c'est une énergie folle pour une efficacité nulle. Des infirmières qui ne s'étaient pas portées volontaires initialement pour les tests les ont finalement fait passer. Toucheront-elles les indemnités ? Combien ? Des recrutements sont-ils envisagés ?

Vaccination : Comment et quand les personnels qui le demandent pourront-ils être vaccinés ? Le volontariat sera-t-il respecté ? Y compris pour les personnels à risque ? Des lieux dédiés sont mis en place. Avec quelles modalités ? Combien de collègues vaccinés ? Pourrons-nous avoir un bilan et une cartographie de ces lieux dédiés notamment au niveau des CHSCT ? L'annonce de l'accès à partir de 55 ans est la même mesure que celle qui s'applique à toute la population. De plus, certains personnels en sont exclus.

« Réponses » du ministère :

Vaccination :

La campagne vaccinale est en cours pour les personnels de plus de 55 ans les plus exposés (enseignants, AESH, ATSEM). Vous demandez quelle plus-value par rapport au reste de la population. Le gouvernement a annoncé l'accès aux vaccins pour les personnes de 55 ans et plus mais dans les faits, elles n'obtiennent pas tout de suite un rendez-vous. Cela permettra d'aller beaucoup plus vite. Vous demandez l'élargissement à d'autres catégories, nous en prenons bonne note. Etablir des critères de priorité sur tout le territoire. Nous dresserons un bilan. Il y a un intérêt convergeant pour que ça marche le plus possible. On a intérêt à promouvoir ensemble. C'est un mouvement important qui s'opère. Nous vous confirmons que la logique sera celle du droit commun actuel donc le volontariat. Il n'y aura aucune obligation de se faire vacciner. Envoyer la liste des centres de cartographie aux CHSCT ? On entend et on verra.

Recrutement :

Dire qu'on n'a rien fait, on ne partage pas. Dès l'automne, nous avons recruté des contractuels. D'abord sur une période de quelques mois puis prolongation. Recrutement de 1700 médiateurs. Pour la suite, nous entendons vos demandes et nous n'excluons rien. La préparation de la rentrée se fera dans un second temps. Vous savez dans quel cadre se prépare une rentrée. Concernant les recrutements d'infirmiers et infirmières de l'EN, cela fera l'objet de discussions ultérieures.

On entend la demande de stagiairisation mais pour le moment, on se situe dans un principe de contrats tels qu'ils existent aujourd'hui. On a déjà prolongé ces contrats.

Tests :

Une politique de test est mise en place avec l'aide de personnels extérieurs à l'EN. Nous allons poursuivre les tests salivaires antigéniques et nous allons développer les autotests. Dès la semaine de la reprise, nous allons fournir 2 autotests par semaine par personnel. Nous fournirons aussi ces autotests pour les élèves de plus de 15 ans.

Rémunération :

Concernant la rémunération des personnels volontaires qui ont participé à l'accueil des enfants de personnels indispensables à la gestion de la crise, le travail est toujours en cours. Nous attendons encore des arbitrages...

Concernant le problème de paiement des primes pour les infirmières qui n'étaient pas initialement volontaires mais qui ont fait passer les tests, nous allons saisir les services.

Maintien des primes : nous allons saisir la DGRH pour vos demandes de maintien des primes pour les personnels en ASA.

Protocole :

Nous ne pouvons pas vous apporter aujourd'hui de réponse sur la mise à jour de la FAQ, les demi-jauges... car les décisions seront prises au conseil de défense de mercredi.

Télétravail :

Vous parlez d'injonction lourde. S'il y a des difficultés précises, les faire remonter. Nous avons toujours passé des messages de bienveillance. Nous avons conscience que les personnels portent de leur mieux. Nous sommes attentifs à la situation de nos personnels et à l'investissement important demandé.

« Constellations » :

Les plans maths et français ont vocation à se poursuivre. Certains personnels se sont plaints que cela avait parfois été annulé (!).

Très peu de réponses à nos questions donc. Prochaine multilatérale Jeudi 22 avril.

Compte-rendu du premier GT ministériel « numérique » :

1^{ère} réunion ministérielle avant la reprise du 26 avril. Une seconde aura lieu dans deuxième partie de la semaine.

L'objectif de la réunion était de faire un point sur le volet numérique pour la semaine prochaine et présenter un résumé sur ce qui est travaillé depuis 15 jours.

Le travail est organisé dans 2 directions :

Un travail avec les régions et académies sur la dimension ENT (problèmes de saturation dans 5 grandes régions) car il y a eu une sollicitation sans commune mesure y compris avec le pic de 2020.

Les régions et fournisseurs travaillent pour éviter la même situation.

Un travail du côté du CNED pour résoudre les problèmes de sécurité et faire en sorte qu'en cas de forte croissance de classes virtuelles, on puisse faire face.

Le ministère a travaillé sur des fiches pratiques (bons usages du numérique pour élèves et familles et aide aux profs suite à constats effectués sur des difficultés rencontrées).

La FNEC FP-FO a été la seule à expliquer que l'enseignement en distanciel n'était pas de l'enseignement, qu'il ne répond pas à la situation qui exige un recrutement massif de personnels pour permettre le maintien de l'ouverture des écoles.

Toutes les autres organisations sont sur le terrain de l'adaptation au distanciel, à proposer des pistes pour éviter les déconnexions et mieux gérer le distanciel etc...

Le cadre du GT était très technique, cadre dans lequel se sont toutes inscrites les autres OS.

A noter la demande du SNUipp et de la CFDT de la mise en place d'ENT dans le 1^{er} degré, ce sur quoi travaillerait le ministère.

L'UNSA, quant à elle, reproche au ministère de ne pas avoir mis en place depuis septembre un temps de formation intense à l'enseignement à distance.